



Archives et Droits de l'Homme

Octobre 2016

Commentaires.

En 2004, six gros coffres métalliques se trouvaient par terre au sein du Département des Affaires Politiques au siège des Nations Unies à New York. Ils contenaient les bulletins de vote de 1999 (une “consultation populaire”) au Timor Oriental quand la population, dont 98 % vota, rejeta de façon définitive une proposition faisant du Timor Oriental une région spéciale autonome au sein de l’Indonésie. Au lieu de cela, ils voulurent l’indépendance nationale. Les Nations Unies avaient organisé le vote, et le département des Affaires Politiques avait décidé de garder les bulletins de vote au cas où des questions surgiraient à propos des résultats.

Cette saison d’élection est remplie de challenges au niveau des résultats relatifs aux votes. Certaines questions se posent sur le registre des électeurs éligibles. Comme rapporte par la *Lettre d’information* datée de Septembre 2016, une ONG en Moldavie a comparé les registres électoraux pour l’élection présidentielle avec les sépultures dans deux cimetières à Chisinau, la capitale. La vérifications de plus de 300 sépultures a abouti à la découverte selon laquelle plus de 100 des noms sur les sépultures apparaissaient dans les listes de votants.” En octobre, au Monténégro, la mission d’observation internationale des élections de l’OSCE et du Conseil de l’Europe a qualifié les élections parlementaires de généralement fiables, mais a noté qu’un certain nombre de membres de la mission “a exprimé des soucis continus sur l’exactitude du registre électoral” qui est “géré par le Ministère de l’Intérieur à partir de l’information extraite à partir de trois registres civils.” <http://www.oscepa.org/documents/all-documents/election-observation/election-observation-statements/montenegro/statements-17/3419-2016-parliamentary-3/file>

Et il y a des questions au sujet du comptage des bulletins. En Bosnie, le vote du 2 octobre pour la mairie de Srebrenica a été contesté, et des sacs de bulletins ont été apportés des lieux de vote dans un entrepôt de l’est de Sarajevo pour “un recomptage minutieux étroitement observé” (*BIRN* a publié une photo de l’arrivée des sacs). http://www.balkaninsight.com/en/article/srebrenica-recount-begins-as-bosniak-party-seeks-annulment-10-11-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=b5804e1df1-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-b5804e1df1-319755321

Au Gabon, au mois d’août dernier, le titulaire a gagné d’une courte victoire que l’opposition conteste. Le perdant a appelé à rendre public les chiffres des votes dans chaque lieu de vote, a rapporté la BBC, et a fait appel auprès de la Cour Constitutionnelle, qui a maintenu sa décision

initiale fin septembre. La cour a déclaré qu’ “elle a recompté tous les votes, bien que cela ne soit pas possible d’avoir un compte exhaustif puisque tous les votes ont été brûlés immédiatement après leur comptage dans les lieux de votes.” <http://www.bbc.com/news/world-africa-37236253>;
<https://www.theguardian.com/world/2016/sep/24/gabon-court-rules-president-ali-bongo-rightful-winner-of-september-election>

Beaucoup de records doivent être fiables pour le résultat d’une élection qui doit être acceptée par la population: les registres des votants sont les premiers; les suivants sont les bulletins eux-mêmes, papier ou électroniques, marqués manuellement ou électroniquement ; ensuite le décompte des bulletins, dans les lieux de vote et comme un tout en soi ; ainsi que les records certifiés du compte final et l’annonce officielle. Combien de ces records ont une valeur permanente et ont besoin d’être préservés dans les archives est une décision que chaque entité politique et chaque archiviste doit prendre. Clairement, les coffres et les sacs de bulletins sont volumineux, et après la fin des élections, il se peut que l’on n’en ait plus besoin, même pour la recherche historique. Mais les données de chaque lieu de vote peuvent être très utiles pour comprendre les résultats des élections, particulièrement quand le résultat constitue une surprise. Les données du vote en Colombie le 2 octobre, qui a rejeté l’accord de paix que le gouvernement a négocié avec les guérillas, est en cours d’analyse pour essayer de comprendre comment une révision de l’accord rencontrerait plus d’adhésion de la part de la population.
https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/voting_for_peace_wwc-fip_final_english.pdf

La préservation des archives liées au vote est une fonction essentielle pour les archives d’état. Cela est particulièrement crucial lorsque les élections sont controversées et qu’elles ont lieu dans climat de haute tension civique. Bien que la plupart des électeurs ne le sache pas, lorsqu’ils utilisent un stylo pour marquer leur bulletin ou lever un levier ou presser un écran de vote électronique, ils créent un record. Ils s’ajoutent aux archives.

Nouvelles Internationales.

Cour Criminelle Internationale.

Le leader d’opposition congolais Jean-Pierre Bemba et 4 associés incluant deux de ses anciens avocats, ont été reconnus coupables de subornation de témoins lors du procès à la CCI, a rapporté *International Justice Monitor*. Pour prouver le cas de subornation, les procureurs ont utilisé les tickets de transfert d’argent de Western Union, les records d’appels téléphoniques, les transcrits de courriels, les SMS, et les résumés des communications enregistrées. .
<https://www.ijmonitor.org/2016/10/bemba-and-four-associates-convicted-for-witness-tampering/>

Au procès de Bosco Ntaganda pour crimes de guerre commis en République Démocratique du Congo, une vidéo prise dans un quartier qui est tombée entre les mains de ses troupes a fait l’objet d’une déposition de témoignage sous protection. Le narrateur de la vidéo impliquait “une milice rivale, pas les troupes de Ntaganda, dans le meurtre et le pillage ”documenté sur la vidéo, a rapporté *International Justice Monitor*. <http://www.ijmonitor.org/2016/10/defense-questions-upc-insider-about-atrocities-committed-by-rival-militia/>

L’Afrique du Sud, la Gambie et le Burundi ont annoncé leur intention de se retirer de la Cour Criminelle Internationale.

http://hosted.ap.org/dynamic/stories/A/AF_SOUTH_AFRICA_ICC_WITHDRAWAL?SITE=AP&SECTION=HOME&TEMPLATE=DEFAULT

Nations Unies. Le Secrétaire-général a remis à l’Assemblée générale le rapport du Groupe de Travail sur le problème des droits de l’homme et les entreprises transnationales et autres sociétés d’affaires. Parmi ses recommandations, fondées sur les devoirs et responsabilités exposés dans les *Principes directeurs relatifs aux droits de l’homme et aux affaires*, figure celle sur le “suivi et

la traçabilité” (paragraphe 118) qui demande instamment à la société civile et aux organisations internationales “(a) d’augmenter la prise de conscience des peuples indigènes et des communautés locales au sujet de leurs droits et les mécanismes disponibles pour affirmer les droits, et conformément au processus de décision des communautés, les aider à accéder à ces mécanismes ; (b) aider les peuples indigènes et les communautés locales à documenter et compiler des preuves formelles en vue d’étayer les plaintes soumises, sous la forme de chronologies, de documents, de photos et d’enregistrements.” <https://business-humanrights.org/sites/default/files/documents/N1624906.pdf>

Le groupe de travail inter-gouvernemental chargé de l’élaboration d’un traité sur les droits de l’homme et les affaires a tenu sa deuxième réunion. Elle s’est focalisée sur les sociétés de régulation opérant à l’étranger, les obligations juridiques des affaires, le champ du traité proposé, et les problèmes d’accès à la justice. Tous ces points requièrent d’avoir de solides archives d’entreprises. Pour les papiers de cette réunion, voir <https://business-humanrights.org/en/binding-treaty/intergovernmental-working-group-sessions>. Pour un commentaire utile, voir https://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2016/10/PB30_Approaching-States%E2%80%99-Obligations-Under-a-Pro prospective-Legally-Binding-Instrument-on-TNCs-and-Human-Rights_EN.pdf

L’expert indépendant des Nations Unies sur la dette étrangère et les droits de l’homme et deux membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l’homme “conseillent vivement aux gouvernements d’agir en concertation et d’établir un organe de travail des Nations Unies afin d’éliminer les paradis fiscaux.” Le groupe a déclaré, “lorsque les individus et les sociétés cachent des biens non répertoriés à l’étranger pour échapper aux impôts ou blanchir de l’argent, ils le volent effectivement du public. Les bénéficiaires de ces activités illicites pourraient et devraient être dévoués à financer les services publics, tels que les soins santé, le logement, les écoles, les infrastructures de transport, la sécurité sociale, le renforcement de la loi et les cours.” <http://www.cadtm.org/Bahamas-leaks-What-else-do-we-need>

Le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les droits de l’homme en Érythrée s’est adressé à l’Assemblée Générale au nom de l’ancienne Commission d’Enquête des Nations Unies sur la situation des droits de l’homme en Érythrée. Elle “a souligné les conclusions de la Commission selon laquelle des crimes contre l’humanité avaient été perpétrés depuis 1991 par les officiels Érythréens” et encourageait vivement à ce que “la situation en Érythrée soit rapportée à la Cour Criminelle Internationale.” Pour plus d’information sur le contexte, voir *HRWG News* 2016-06. <http://www.pressreleasepoint.com/print/1066712>

Les membres de l’enquête, qui a duré 13 mois, menée par les Nations Unies et l’Organisation pour l’Interdiction des Armes Chimiques sur l’usage d’armes chimiques dans la guerre en Syrie a soumis un rapport confidentiel – son quatrième – au Conseil de Sécurité. Les enquêteurs ont découvert que “les forces du gouvernement syrien étaient responsables d’une troisième attaque au gaz toxique,” selon *Reuters*. Ils ont dit qu’ils ne pouvaient pas confirmer les noms des individus qui dirigeaient et contrôlaient l’attaque mais ils encourageaient vivement que “ceux qui avaient un contrôle effectif sur les unités militaires . . . soient tenus pour responsables.” Les archives militaires identifieraient les commandants. <http://news.trust.org/item/20161022004603-287mq/>

En février, le Conseil de Sécurité a prolongé d’une année ses sanctions à l’encontre de ceux qui menaçaient la stabilité au Yémen, ainsi que le mandat du Panel d’Experts assistant le Comité en charge de l’observation de ces mesures.” Ceux en charge de la surveillance des sanctions ont dit au Conseil que le 2 Octobre, des attaques aériennes sur des funérailles qui se tenaient dans la capitale Sanaa tenue par les rebelles avaient violé la législation humanitaire internationale,” a rapporté *Reuters*. La coalition menée par l’Arabie Saoudite (supportant le gouvernement yéménite officiel) qui a mené les attaques a constitué un organe d’enquête, qui a conclu que

l'attaque avait été fondée sur des informations incorrectes.” <http://www.un.org/press/en/2016/sc12257.doc.htm>;
<http://www.reuters.com/article/us-yemen-security-saudi-un-idUSKCN12K2F1>;

Nouvelles générales / Monde.

Archives des entreprises. Un groupe d'experts juristes, soutenu par Amnesty International et la table Ronde sur la Responsabilité des Entreprises Internationales (“International Corporate Accountability Roundtable ” (ICAR)) a développé un ensemble de “principes de crimes d'entreprises” pour “faire avancer l'enquête et la poursuite judiciaire des cas des droits de l'homme”. Suite à la décharge de déchets toxiques en Côte d'Ivoire en 2006, (voir *Lettre d'Information* de Septembre 2016 pour le contexte), Amnesty et ICAR “ont documenté 20 autres exemples où les autorités n'ont pas poursuivi les multinationales malgré le fait d'avoir reçu la preuve de la conduite illégale liée aux abus des droits de l'homme dans d'autres pays”
<http://www.commercecrimehumanrights.org/>

Les membres de l'Association du Code International de conduite pour les fournisseurs de service de sécurité privée, qui représentent “les sociétés de sécurité privée, les gouvernements, et les organisations de la société civile,” ont voté pour adopter les procédures pour “surveiller le processus afin d'adhérer au code de conduite et pour promouvoir une meilleure performance” et “une procédure de plaintes pour offrir un mécanisme afin de reporter et de résoudre la non-conformité et les autres soucis et pour aider les sociétés de sécurité privée à développer de meilleurs mécanismes internes de plaintes.” Les records sont la clé pour ces deux procédures.
<http://icoca.ch/en/news/2016-AGA>

L'Union des Libertés Civiles Américaines de Californie “a obtenu les records montrant que Twitter, Facebook et Instagram ont fourni l'accès des données d'utilisateurs à Geofeida, un développeur de produit de surveillance des médias sociaux ” qui était “lancé pour renforcer la loi comme un outil pour contrôler les activistes et les protestants.” Ces records venaient des “milliers de pages de documents que ACLU a obtenu suite à ces requêtes d'accès adressées à 63 agences de renforcement de la loi de Californie. <https://www.aclunc.org/blog/facebook-instagram-and-twitter-provided-data-access-surveillance-product-marketed-target>

Un essai du directeur exécutif du Centre non-gouvernemental des ressources des droits de l'homme et des affaires a analysé les rapports que les sociétés se devaient de faire pour le 1^{er} octobre selon la loi sur l'esclavage moderne au Royaume-Uni. Sur les 700 rapports enregistrés, il a écrit, “de façon choquante, la majorité des déclarations ne sont pas en conformité avec les obligations de la loi,” et beaucoup de compagnies échouent “à fournir quelque information sur l'action qu'elles prennent ou soient transparentes sur les risques liés à la chaîne de production.” <http://news.trust.org/item/20161003103858-0rq5i>

Archives médicales. *Eurasia Review* a évoqué l'étude sur la mortalité infantile publiée dans *The Lancet Global Health*. Les auteurs “ont utilisé les données de 82 études de l'Agence Américaine pour le Développement International dans 28 pays d'Afrique sub-saharienne, incluant l'information sur la localisation et le temps de 3,24 millions de naissances et 393 685 morts d'enfants de moins de 5 ans, pour développer des cartes haute-résolution de la mortalité des moins de 5 ans des années 1980 aux années 2000. Utilisant cette base de données, les auteurs ont trouvé que les facteurs locaux, tels que le climat et l'exposition à la malaria, étaient prédictifs des autres éléments, alors que les facteurs nationaux étaient relativement de pauvres prédictifs de la mortalité infantile.” L'étude a montré que 23% des enfants dans les études de leurs pays vivaient dans des zones de haute mortalité” principalement au Nigeria et en République Démocratique du Congo, pendant que 3 pays seulement ont moins de 5% de leurs enfants dans des zones de haute

mortalité : Benin, Namibie et Tanzanie. http://www.eurasiareview.com/26102016-more-than-15-million-children-in-high-mortality-hotspots-in-sub-saharan-africa/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Willy Burgdorfer était un scientifique américain né en Suisse qui a travaillé comme chercheur pour l'Institut national américain de la Santé. Il est célèbre pour avoir découvert que la tique était à l'origine de la maladie de Lyme. Il est décédé en 2004, et ses archives officielles sont aux Archives Nationales. Son biographe a contacté *STAT* avec des éléments issus des papiers personnels de Burghofer montrant qu'en 1979 il avait découvert que le sang de patients avec la maladie de Lyme présentait "de très fortes réactions à ce qu'il appelait "l'Agent Suisse" (maintenant appelé *Rickettsia Helvetica*). Apparemment Burgdorfer n'a jamais poursuivi la recherche dans cette voie. *STAT* avait "les parties importantes" des papiers ("incluant les lettres adressées aux collaborateurs, les records de laboratoires, et les résultats des tests sanguins") revus par des scientifiques qui ont dit qu' "il se pourrait que la bactérie soit présente dans un nombre inconnu d'Américains aujourd'hui" et a demandé d'avantage de recherche dans cette voie. <https://www.statnews.com/2016/10/12/swiss-agent-lyme-disease-mystery/>

Risque. L'Index des États Fragiles est produit annuellement par le Fonds pour la Paix, utilisant les données "déjà accessibles gratuitement et largement disponibles électroniquement" à partir de 178 pays que le Fonds a analysé utilisant un logiciel de système d'étude de conflit. Le Fonds a déclaré que la force de cette analyse réside dans la rigueur méthodologique et l'intégration systématique d'un large champ de données à partir des sources de données." Pour 2016, il a classé la Somalie, le Sud-Soudan, la République Centrale Africaine, le Soudan et le Yémen parmi les 5 plus fragiles. Certainement, les archives dans ces pays courent un risque. <http://library.fundforpeace.org/fsi16-report/> pour une analyse du Nepal en tant qu'état fragile, (au 33e rang), voir <http://www.eurasiareview.com/28102016-fragile-states-index-and-nepal-analysis-2/>

Statistiques sur les filles. Le Plan International, une ONG, a dit que des millions de filles sont laissées "invisibles" du fait du manque de données, a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. "L'absence de statistiques correctes sur des problèmes tels que la violence sexuelle signifie que les législateurs ne peuvent pas en tirer des plans efficaces afin de les aider." PI a dit que "le gouvernement doit investir dans la collecte des données, et collecter des statistiques significatives qui reflètent ce que les filles affrontent dans leurs communautés, tels la grossesse, le viol, et les abandons d'école. <http://news.trust.org/item/20161003000329-oke0i/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Argentine/Vatican. Une décision conjointe du Vatican et des évêques d'Argentine affirme qu'ils ont fini de cataloguer leurs archives de "l'époque de la dictature" en Argentine (1976-1983) qui sont stockées dans le secrétariat de l'Etat du Vatican, l'ambassade du Vatican à Buenos Aires et à la Conférence des Evêques Argentins." Ces archives seront bientôt disponibles pour les victimes et leurs proches qui ont longtemps accusé l'Eglise de complicité avec les dirigeants militaires, a rapporté *The Guardian*. Le porte-parole du Vatican a souligné que maintenant les archives seraient seulement ouvertes aux victimes et à leurs proches, pas aux universitaires. ." <https://www.theguardian.com/world/2016/oct/25/vatican-argentina-archives-dictatorship-pope-francis>

Australie/Italie/États-Unis. Utilisant l'information obtenue à partir de l'arrestation d'un Australien en 2014, et avec la coopération du FBI, la police italienne a arrêté 7 personnes gérant un site sur le "web invisible" avec des quantités considérables de contenu pédophile et "approximativement 400 000 liens vers des contenus d'abus d'enfants," a rapporté le Projet de crime organisé et de report de la corruption. <https://www.occrp.org/en/daily/5745-italy-police-arrest-7-in-dark-web-child-porn-ring>

Australie/États-Unis. La controverse au sujet du projet de la compagnie Ford de transférer ses archives d'Australie à son siège aux Etats-Unis continue. Pour le contexte, voir *Lettre d'information HRWG, Septembre 2016*. <http://www.news.com.au/technology/innovation/motoring/ford-australia-shredding-archives-government-may-block-plans-to-move-documents-to-detroit/news-story/cd704018bdbeaad4c042a06e79186f> ; <http://www.geelongadvertiser.com.au/news/geelong/ford-ships-geelong-archives-to-us-says-its-under-no-obligation-to-keep-them-here/news-story/29ee56dcd4174f2bb9fbc876a6c4bf9f>

Bosnie/Pays-Bas. Le gouvernement des Pays-Bas et le Groupe bosnien des Mères des victimes des enclaves de Srebrenica et de Zepa a fait appel du jugement de juillet 2014 par une cour de district de La Haye qui a statué que les forces de maintien de la paix néerlandaises à Srebrenica avaient échoué à protéger 300 Bosniens après la chute de Srebrenica aux mains de l'armée serbe de Bosnie le 11 Juillet 1995. Les Mères croient que les Néerlandais devraient être reconnus coupables de la responsabilité de la mort de tous les Bosniens de Srebrenica qui sont morts après la chute de l'enclave, pas seulement les 300, a rapporté *BIRN*. Le verdict de 2014 affirme que dans la nuit du 12 juillet 1995, ou le matin du 13, les autorités néerlandaises "savaient ou auraient dû savoir" qu'il y avait une possibilité que les Bosniens soient tués, donc les Pays-Bas étaient coupables de la mort d'environ 300 personnes qui ont été remises à partir de ce moment." L'avocat des Mères a dit que "lors de l'appel, il présenterait un document daté du 11 juillet dans lequel le ministère de la défense néerlandaise dit qu'il avait des craintes pour la sécurité des Bosniens, impliquant toute la population." http://www.balkaninsight.com/en/article/netherlands-targeted-in-appeal-over-srebrenica-deaths-10-03-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=b9e03761d2-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-b9e03761d2-319755321

Bulgarie/Russie. En 1944, "130 sacs de documents ont été pris des Archives Bulgares et transportés en Union Soviétique," a rapporté *novinite.com*. La Russie exige 23 490 Dollars américains pour retourner les archives, qui contiennent principalement des archives de police, "réunies entre 1923 et 1924, avec des documents des forces armées" et des documents relatifs au traité de Neuilly, en tant que Nation défaite, signé à la fin de la Première Guerre Mondiale. <http://www.novinite.com/articles/177036/Bulgaria,+Russia+in+Spat+over+Seized+Archives>

Burkina Faso/France. Le président Thomas Sankara du Burkina Faso a été assassiné en 1987. Un avocat de la famille Sankara a déclaré lors d'une conférence de presse qu'"un juge Burkinabé enquêtant sur l'affaire avait demandé formellement aux autorités françaises de déclassifier des documents militaires pour voir si la France avait joué un quelconque rôle dans l'assassinat." <http://www.bbc.com/news/world-africa-37643926>

Cuba/États-Unis. Le 6 Octobre 1976, une bombe a explosé dans un avion de la compagnie cubaine Cubana tuant les 73 passagers a bord. Luis Posada Carriles, un exilé cubain et agent américain de la CIA, a été suspecté d'avoir organisé l'explosion de la bombe, ce qu'il nie. Il vit actuellement aux Etats-Unis. Bien que le gouvernement américain a publié certaines archives sur l'explosion, l'Archive de la Sécurité Nationale, une ONG, a marqué le 40^e anniversaire de l'explosion en demandant la déclassification et la divulgation de "tous les records restants relatifs aux renseignements sur Luis Posada Carriles pour faire la lumière sur ses activités, fournir des preuves historiques pour ses victimes et faire un geste de diplomatie envers Cuba." <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB202/update.html>

Géorgie/Russie. Depuis le conflit armé en 2008, la frontière entre les deux pays est contestée. Ce qui empêche certaines personnes d'aller dans leurs maisons. Certaines ont même été arrêtées quand elles erraient sur la frontière à peine délimitée. Le responsable de la mission de contrôle de l'Union Européenne en Géorgie a dit au *New York Times* que la ligne de frontière "n'avait jamais été reconnue ou qu'il n'y avait jamais eu d'accord, et sa localisation dépend de la provenance des cartes. La Russie, dit-il, utilise une carte dessinée par le chef d'état-major soviétique militaire

dans les années 1980. http://www.nytimes.com/2016/10/24/world/europe/in-russias-frozen-zone-a-creeping-border-with-georgia.html?_r=0

Islande/États-Unis. Récemment, des documents déclassifiés du département américain destinés à l'ambassade en Islande et provenant de l'ambassade au sujet du déploiement d'armes nucléaires, obtenus par National Security Archive et postés sur leur site web, "ont déclenché un débat" en Islande, selon *In Depth News*. National Security Archive affirme cependant, "que les États-Unis n'ont jamais déployé d'armes nucléaires en Islande et c'est un fait avéré.

<http://www.eurasiareview.com/author/idn/>; <http://nsarchive.gwu.edu/nukevault/ebb557-US-Debated-Secret-Nuclear-Deployments-in-Iceland/>

Inde/Japon. Le gouvernement japonais a déclassifié des archives pour aider à résoudre la longue controverse au sujet de la mort de Subhas Chandra Bose," a rapporté *The Japan News*. Bose était le leader du mouvement de libération de l'Inde du joug britannique ; son Armée Nationale Indienne était aidée par les Japonais durant la Seconde Guerre mondiale. "Les documents récemment déclassifiés sont devenus disponibles au public aux Archives diplomatique du ministère des affaires étrangères" et montrent que Bose est mort dans un accident d'avion en août 1945. Pour le contexte, voir *Lettre d'Information*, Mars 2016. <http://www.chicagotribune.com/sns-wp-japan-indian-163b6824-88ca-11e6-b24f-a7f89eb68887-20161002-story.html>

Iraq/États-Unis. Le Centre pour les droits constitutionnels, une ONG aux États-Unis, a intenté un procès à CACI, un contractuel du gouvernement américain, au nom de 4 personnes détenues à la prison d'Abu Gharib en Iraq en 2003-2004. CACI était responsable des "services" d'interrogatoire à la prison, et le cas affirme que les 4 personnes – toutes furent finalement libérées sans être accusées d'aucun crime – ont été soumises à la torture et à d'autres crimes contre l'humanité et CACI a dirigé et participé à ce processus illégal. Une cour inférieure a rejeté la plainte, mais une cour d'appel l'a accepté, et le cas devrait maintenant se poursuivre sous la forme d'un procès. Les archives de CACI seront vraisemblablement en cause.

<https://ccrjustice.org/home/what-we-do/our-cases/al-shimari-v-caci-et-al>

État islamique/IS/ISIL/ISIS. Le Centre américain de Combat du Terrorisme à l'Académie militaire de West Point a publié un rapport de recherche sur la couverture médiatique au sujet de l'État islamique. Les chercheurs ont examiné "un faible nombre de documents déclassifiés saisis aux prédécesseurs du groupe afin de fournir une compréhension de base" de sa structure média et des opérations et examiné "plus de 9 000 produits médias officiels." Ils en ont conclu qu'entre son acmé en août 2015, lorsque IS a diffusé plus de 700 produits jusqu'en août 2016, lorsqu'il a diffusé 200 communiqués, la répartition de ces produits dévolus aux rapports militaires a doublé jusqu'à 70%, éclipsant l'attention portée à la gouvernance, le commerce et autres sujets décrivant la vie des civils." <https://www.ctc.usma.edu/posts/communication-breakdown-unraveling-the-islamic-states-media-efforts>

Israël/Yémen. En Israël entre 1948 et 1954, "entre 1 500 et 5 000 enfants, principalement des enfants Yéménites, ont été reportés manquants, en disant aux parents que leur enfant était mort, suscitant des plaintes qu'ils avaient été pris et donnés à des couples Ashkénazes," selon *Haaretz*. Des comités en 1967, 1968 et 1995 ont mené des enquêtes sur les disparitions. Le premier ministre Netanyahu a demandé au ministre israélien de la sécurité nationale et des affaires étrangères d'examiner à nouveau les disparitions et a dit à la presse qu'il recommandera l'ouverture des archives de l'État d'Israël liées sur le sujet, disant "il n'y a pas de raison, de justification ou de cause logique pour empêcher le public de voir ces archives."

<http://www.haaretz.com/israel-news/1.749825>

Nouvelles nationales

Bosnie. Le Comité des Nations Unies sur les disparitions forcées est l'organe constitué d'experts indépendants qui contrôlent la mise en place de la Convention Internationale pour la protection de toutes les personnes de disparition forcée. Le comité a publié une série d'observations sur le rapport qui lui a été soumis par la Bosnie. Il a noté que "le sort et les lieux d'environ un tiers des 30 000 personnes portées disparues" dans la partie d'état comme conséquence de la guerre reste inconnue" et a exprimé être inquiet "que les défis incluant la politisation, ont ralenti le processus de vérification des données compilées dans les Archives Centrales des Personnes Disparues." Il en a appelé à la Bosnie pour "accélérer le processus de vérification des données dans les Archives Centrales des Personnes Disparues."

http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CED/Shared%20Documents/BIH/CED_C_BIH_CO_1_25512_E.pdf

La République Serbe de Bosnie a organisé un referendum pour savoir si le 9 janvier devrait être un jour National de la République Serbe de Bosnie, malgré la déclaration par le Cour constitutionnelle du pays comme quoi le referendum était illégal. La commission du referendum a dit que 56% des électeurs avaient voté et que 99.81 avaient voté oui. Les ONG ont questionné à la fois l'enregistrement des électeurs et l'exactitude du compte des votes. Peu de temps après, l'assemblée nationale de la République Serbe de Bosnie a voté une loi "déclarant que le jour contesté de la République Serbe de Bosnie continuera d'être fêté le 9 Janvier – le jour de la fondation de l'entité en 1992 – mais que ce sera un événement séculaire" et "qu'observer le jour de congé ne sera pas obligatoire pour les non-Serbes vivant dans cette entité", a rapporté *BIRN*.

http://www.balkaninsight.com/en/article/referendum-statistics-lack-oversight-say-analysts-as-turnout-figures-released-09-26-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=69a54f004c-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-69a54f004c-319755321;
<http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnian-serbs-pass-law-on-disputed-holiday-10-25-2016>

Canada. La Cour Suprême du Canada a annoncé qu'"elle entendrait l'appel du gouvernement fédéral au sujet d'une décision selon laquelle les comptes très personnels des survivants des écoles résidentielles du Canada devraient être détruits après 15 ans – à moins que les individus en décident autrement, a rapporté *The Globe and Mail*. On a donné les témoignages au Processus d'Evaluation Indépendant établi afin de déterminer les compensations pour le traitement dans les écoles, et la question est de savoir si les documents sont des records soumis à la loi des archives du Canada. Pour le contexte, voir *Lettre d'Information*, Avril et mai 2016.

Égypte. Le Centre Habib pour les droits environnementaux a engagé une poursuite contre deux entreprises de ciment, arguant qu'elles avaient échoué à dévoiler les études d'impact requis ou les détails au sujet des auditions publiques avant qu'elles ne commencent à utiliser le charbon dans leur opérations." Le Centre Habib a déclaré qu'en utilisant du charbon sans se conformer aux actuelles régulations, les sociétés ont enfreint les droits de santé, d'environnement, de participation et d'accès à l'information." <https://business-humanrights.org/en/lafarge-suez-cement-lawsuit-re-air-pollution-egypt>

Allemagne. *Smithsonian.com* a rapporté qu'une récréation digitale du camp d'Auschwitz-Birkenau a été créée pour l'Office d'Investigation criminelle de l'Etat de Bavière qui est en train de juger les présumés criminels Nazis toujours vivants. Utilisant "les plans de construction détaillés laissés par les Nazis," les scans des structures existantes, "la photographie aérienne et des milliers d'archives photographiques des camps," la simulation virtuelle de la réalité, montre le camp "dans les conditions estivales et hivernales." Ces simulations deviendront partie intégrante des archives de la cour dans les cas où ils sont utilisés comme preuve et constitueront

un défi pour la préservation des archives de la cour. <http://www.smithsonianmag.com/smart-news/how-virtual-reality-helping-prosecute-nazi-war-criminals-180960743/?no-ist>

Guatemala. Un juge a statué qu'il n'y a pas de preuve suffisante pour initier les procédures criminelles contre l'ancien chef de l'armée Benedicto Lucas Garcia pour détention illégale, torture, et violence sexuelle commise contre Emma Guadalupe Molina Theissen et la disparition forcée de son frère âgé de 14 ans, Marco Antonio Molina Theissen," a rapporté *International Justice Monitor*. Les documents pour ce cas très sensible sont controversés : en juin, un homme a cambriolé les bureaux de l'ONG *Impunity Watch*, cherchant apparemment des documents de l'avocat relatifs au cas Molina (voir *Lettres d'Information*, Juin 2016), et une page Facebook soutenant l'armée du Guatemala a publié le témoignage d'Emma Molina Theissen daté de mars 2011, un acte illégal à ce stade du procès. <https://www.ijmonitor.org/2016/10/judge-charges-former-army-chief-benedicto-lucas-garcia-in-molina-theissen-case/>

Honduras. Les dossiers de la cour relatifs à l'assassinat de Berta Caceres, un activiste environnemental et leader des droits indigènes, ont été volés lorsque des "assaillants ont volé la voiture de la juge de la cour d'appel fin septembre". La juge a dit qu'elle avait pris les dossiers à la maison pour "finir l'examen minutieux de ces dossiers, qui contenaient l'information sur les personnes arrêtées en lien avec l'assassinat de Caceres," a rapporté le "Council on Hemispheric Affairs". Le Bureau des Nations Unies "a exprimé son inquiétude," et le juge en chef de la Cour Suprême a interdit aux juges d'emporter les dossiers chez eux. . <http://news.trust.org/item/20161004114629-jklwl/>; <https://www.yahoo.com/news/theft-case-files-environmentalist-killing-worries-un-012848930.html>; http://www.eurasiareview.com/13102016-conspiracy-surrounding-caceres-stolen-case-files-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Indonésie. La Commission Centrale d'Information a statué qu' "un rapport d'enquête sur le meurtre de l'activiste des droits de l'homme était de l'information publique qui avait besoin d'être diffusée," a écrit *The Jakarta Post*, mais "le gouvernement a répondu en disant qu'il ne disposait pas du rapport et qu'il ne savait pas où il était." Munir a été empoisonné avec de l'arsenic sur un vol au départ de Jakarta en direction d'Amsterdam dans un avion de la compagnie nationale Garuda Indonesia ; une enquête menée par le gouvernement indonésien a terminé son travail et a remis son rapport au président en 2005, a dit un membre du panel d'enquête au *Jakarta Globe*. Il a dit, "si cela n'est pas dû à une carence de l'administration, on peut alléguer que les documents ont été intentionnellement retirés par ceux qui ne veulent pas voir le cas résolu. <http://www.thejakartapost.com/news/2016/10/17/culture-secrecy-persists-18-years-after-democratic-reforms.html>; <http://jakartaglobe.beritasatu.com/news/munir-murder-files-deliberately-buried-fact-finding-team-member/>

Iraq. Le Haut-Commissaire des Nations-Unies pour les Droits de l'homme a dit qu'il disposait de rapports selon lesquels l'Etat Islamique utilise les civils autour de Mossoul comme boucliers humains," et un porte-parole a dit que l'office avait vérifié l'information par le biais de contacts locaux rapportant que 550 familles devaient marcher vers des points précis, de façon ostensible pour être utilisés comme boucliers. Un autre porte-parole de l'Office des Droits de l'Homme a dit qu'il disposait de rapports à partir de différentes sources selon lesquels les combattants de l'Etat Islamique ont massacré des centaines de personnes autour de la ville irakienne de Mossoul, a rapporté *Reuters*. La préservation de ces rapports pour un usage futur dans le cadre de recherche de responsabilité, avec l'identification des sources, lieux et dates, est une responsabilité importante du programme de records du Haut-Commissariat. <http://news.trust.org/item/20161025113708-ugna3> ; <http://news.trust.org/search/?q=islamic+state+seizes+families+as+human+shields+in+mosul&sbid=1>

Macédoine. Les répercussions du processus controversé de purge du gouvernement continue, même si la revue des records de la police s'est achevée en Janvier dernier. *BIRN* a rapporté que des douzaines de personnes qui étaient nommées comme collaborateurs de la police secrète ont

soumis leurs cas à la Cour Européenne des droits de l'homme et environ 40 ont soumis leurs cas aux cours nationales. Un homme qui a porté son cas devant la Cour européenne des droits de l'homme a dit qu'il avait été espionné par la police secrète de 1976 à 1987 sous la suspicion qu'il était un anarchiste-libéral et il n'y a rien dans son dossier qui montre qu'il était un collaborateur : "aucune affirmation au sujet de la collaboration ou d'une quelconque déclaration signée." Pour plus d'information, voir *Lettre d'Information*, 2016-07. http://www.balkaninsight.com/en/article/dozens-of-lawsuits-challenge-macedonia-s-spy-hunt-10-13-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=821b807cd2-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-821b807cd2-319755321

Le cas des micros cachés illégaux continue (pour plus d'information, voir *Lettre d'Information*, Septembre 2016. L'Office Spécial du Procureur a dit que le Projet de reporting sur le crime organisé et la corruption qui a maintenant un disque dur de la police Spéciale du pays et qui a réussi à obtenir des données du système de contrôle des communications, "incluant "une liste de tous les numéros de téléphones sous surveillance en 2015." Cependant, la Police Spéciale a détruit "les données des années précédentes quand ils ont détruit soi-disant l'équipement de surveillance et le logiciel obtenu en 2013." <https://www.occrp.org/en/daily/5732-macedonia-special-prosecutor-wins-standoff-over-wiretap-evidence>

Mexique. Un juge enquêtant sur les cartels de drogue a été abattu lors de son jogging; son meurtre a été capturé par une caméra de sécurité. *UPI* a diffusé "une version modifiée de la vidéo dérangeante." http://www.upi.com/Top_News/World-News/2016/10/18/Mexican-judge-probing-cartels-assassinated-during-morning-jog/8801476790799/

Pays-Bas. Le maire d'Amsterdam a dit au conseil municipal que la ville avait accidentellement détruit les dossiers des baux des citoyens d'Amsterdam d'origine juive, datant de la Seconde Guerre mondiale. Heureusement, les records avaient été numérisés, donc l'information n'est pas perdue, a rapporté le *NL Times*. En 2013, la ville a découvert que les victimes juives de la guerre qui se sont cachés ou étaient reportées manquantes lors de la Seconde Guerre mondiale devaient payer leur "loyer en retard ainsi qu'une pénalité lors de leur retour à Amsterdam" après-guerre. En mai, la ville a fait don de 10 millions d'euros à titre de compensation à la communauté juive." Pour plus d'information, voir *Lettre d'Information*, Juillet 2013. <http://www.nltimes.nl/2016/10/05/amsterdam-accidentally-destroys-wwi-jewish-leasehold-files/>

Serbie. La Cour d'Appel à Belgrade a maintenu le jugement d'une cour inférieure contre le Centre de Loi humanitaire (Humanitarian Law Center) et son fondateur Natasa Kandic, disant qu'ils avaient publié "de fausses allégations factuelles dans le dossier Ljubisa Dikovic" et ordonné qu'ils payent à Dikovic, le chef du personnel de l'armée, 550 000 dinars de dommages. Le communiqué de presse du Centre après le verdict dit que les conséquences du jugement suggèrent qu'il est interdit pour le public de critiquer et d'examiner minutieusement la responsabilité des officiels de l'état, même quand des milliers de pages de documents de preuve authentique l'attestent. Le Centre a déclaré qu'il ferait appel auprès de la Cour constitutionnelle. <http://www.hlc-rcd.org/?p=32806&lang=de>

L'ancien chef d'une unité opérationnelle de la police enquêtant sur le meurtre en 1999 d'un journaliste d'opposition a dit à la cour de Belgrade que son enquête a conclu que la Sécurité d'Etat était impliquée dans le meurtre," a rapporté *BIRN*. Il a dit que l'information selon laquelle le tueur était un homme nommé Luka Pejovic "avait été planté." Pejovic lui-même a été tué en 2000 et son meurtre n'a jamais été résolu. http://www.balkaninsight.com/en/article/serbian-state-security-involved-in-killing-journalist--10-28-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=70bdaf8d9e-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-70bdaf8d9e-319755321

Afrique du Sud. La Clinique internationale des droits de l'homme à la faculté de droit de l'Université de Harvard a publié un rapport sur "les conséquences environnementales, sanitaires et en matière des droits de l'homme de l'extraction d'or dans l'Ouest et le centre de l'Afrique du Sud." Le rapport est fondé sur des interviews menées avec plus de 200 personnes entre 2010 et 2016 et a aussi "mis à contribution les documents du gouvernement et de l'industrie, des études scientifiques, des rapports de nouvelles et des histoires de la région" ainsi que la législation Sud-Africaine, internationale et régionale des droits de l'homme. <https://business-humanrights.org/sites/default/files/documents/The-Cost-of-Gold-full-report-final.pdf>

Syrie. *Syria Direct* a publié une interview avec le fondateur du Centre d'Antiquités Idlib, "une organisation composée d'anciens employés de musées qui cherche à protéger les ruines d'Idlib et les artefacts" et documente "la vente et la contrebande des artefacts." Il a dit que le Centre "a documenté plus de 3 400 artefacts quittant le pays." Si le Centre apprend qu'un artefact a été vendu, il essaie d'obtenir immédiatement des photos de celui-ci et des documents." De surcroît, le Centre a des registres complets des biens du Musée National d'Idlib. <http://syriadirect.org/news/some-looted-idlib-national-museum-artifacts-resurface-fate-of-others-a-mystery-amidst-%E2%80%98thriving-black-market-trade%E2%80%99/>

Thaïlande. *The Nation* a rapporté qu'environ 4,25 millions de documents de possession foncière ... utilisés comme preuves pour la délivrance des documents de propriété n'ont pas encore été tamponnés et approuvés par le système d'habilitation du Département foncier." Ce retard "a été mis en exergue comme une cause de la déforestation" parce que la destruction des forêts implique généralement des fausses et de grandes revendications de propriété foncière et la saisie de terre de l'état ou de forêt." <http://www.nationmultimedia.com/politics/Huge-official-headache-backlog-of-4-25m-Sor-Khor-1-30296740.html>

Royaume-Uni. Le rapport annuel du Commissaire Indépendant sur l'anti-esclavage "a montré qu'entre août 2015 et septembre 2016, les forces de police à travers la Grande-Bretagne ont enregistré 956 crimes d'esclavage moderne," comparé aux 3 359 "cas potentiels de trafic référés au Mécanisme National de Report (NRM), établi pour identifier les victimes de la traite durant la même période," a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Seulement 127 des cas rapportés à la police "ont donné lieu à des charges ou des assignations." Le Commissaire a dit que la disparité était due au manque de système de la police pour stocker et gérer les signalisations du NRM et les lier aux records criminels, ainsi qu'à un mauvais leadership." <http://news.trust.org/item/20161012082821-uk146/>; pour le rapport <https://www.gov.uk/government/publications/independent-anti-slavery-commissioner-annual-report-2016>

The Star a rapporté que la police dans le sud du Yorkshire "a récemment engagé un archiviste indépendant pour revoir et cataloguer toute la documentation en sa possession depuis "la bataille d'Orgreave en 1984 qui a vu s'affronter les officiers de la police et les grévistes mineurs sur un piquet de grève lors de la Grève nationale des mineurs." A l'époque, 95 mineurs furent arrêtés, mais leur procès s'enlisa plus tard parmi les plaintes selon lesquelles les déclarations de la police furent modifiées." Le commissaire en chef a ajouté, "Orgreave est l'un des nombreux problèmes en suspens pour la police du sud du Yorkshire. Beaucoup de ces problèmes, jusqu'à leur expression, ne disparaîtront pas. Je suis vraiment anxieux d'apprendre ce que l'on peut apprendre des leçons du passé mais ensuite ils dessineront une ligne qui nous permettra d'agir dans le futur." <http://www.thestar.co.uk/news/call-for-police-forces-across-the-country-to-open-up-orgreave-files-1-8188794>

Si une proposition de loi soutenue par le gouvernement conservateur est adoptée, le Royaume-Uni "pardonnait aux hommes gays et bisexuels qui furent condamnés à des crimes selon les lois d'outrage de crimes sexuels, lois qui ont été abolies," a rapporté *Reuters*. (Les actes homosexuels entre des hommes de plus de 21 ans ont été décriminalisés en 1967 en Angleterre et aux Pays de

Galles, en 1981 en Ecosse et en 1982 en Irlande du Nord). Environ 65 000 hommes ont été condamnés selon ces lois, et 15 000 d'entre eux sont toujours vivants. "Le gouvernement a déclaré que quiconque avait été déclaré coupable d'homosexualité verrait leur noms enlevés, et pour ceux encore en vie, les accusations seraient enlevés de leur casier judiciaire par le biais d'un processus d' 'absence de prise en compte'." Les activistes des droits des homosexuels protestent que dans le passé, le processus d' 'absence de prise en compte' a été "incroyablement difficile" à obtenir. <http://news.trust.org/item/20161020111918-yzp06>; <http://www.historyworkshop.org.uk/conservative-gay-pardon-for-the-dead-is-a-strategic-distraction-that-harms-the-living/>

États-Unis. A la requête de la ville de San Francisco consécutive aux fusillades sur des Afro-américains et latinos non-armés, le département américain de la justice a enquêté auprès du département de la police de San Francisco. Utilisant les records du département, les enquêteurs ont découvert, comme attendu, l'existence de préjugés contre les minorités ; il a fait 94 "découvertes" et 272 recommandations afin de corriger "les déficiences significatives" dans la gestion du maintien de l'ordre. La plupart des recommandations mentionnent une meilleure documentation sur l'usage de la force par les officiers de police (découvertes 4, 5, 8, 19, 20, 33, 34). Le rapport a noté l'absence d'audit des appareils électroniques de communication, l'échec dans la collecte de certaines données, l'absence de système de traçage, le manque de normes et d'emplois du temps pour finir les rapports, l'absence de stockage séparé pour les "déclarations forcées," et autres. La découverte 35, succinctement, "le département de la police de San Francisco n'a pas de systèmes suffisants, d'outils et de ressources pour intégrer et développer les données adéquates requises pour supporter un service de police moderne et professionnel," tandis que la découverte 68 ajoute " le niveau de collecte des données et d'analyse du département de la police de San Francisco est faible, ce qui a un impact significatif sur l'organisation managériale en général et sur la responsabilité." <https://ric-zai-inc.com/Publications/cops-w0818-pub.pdf>

Une étude menée par le centre d'études sur l'intimité et la technologie à la faculté de droit de l'Université de Georgetown a découvert que les images faciales de 117 millions de citoyens américains, presque la moitié de la population, sont stockées sur un logiciel de reconnaissance faciale dont la maintenance est assurée par les départements de police du Bureau Fédéral d'Investigation (FBI). Le FBI puise dans les bases de données des permis de conduire avec photos, et "les principaux départements de police explorent la voie de la reconnaissance faciale en temps réel sur les caméras de surveillance vidéo. La reconnaissance faciale en temps réel permet à la police de scanner continûment les visages des passants dans la rue au moyen des caméras de surveillance." L'étude est fondée sur 15 000 records obtenus des départements de police et du FBI, ainsi que les interviews et les recherches bibliographiques. <https://www.perpetuallineup.org/>

The Intercept a publié un long rapport sur les moyens par lesquels les juristes et autres citoyens créent et utilisent des projets de données ouvertes pour lutter contre les mauvais comportements de la police. Le rapport se focalise sur un certain nombre de projets aux États-Unis qui compile "les sources des données tels que l'usage des records de la force, les rapports de réponse tactique et un plus large ensemble de plainte de mauvais comportements" pour surveiller et promouvoir la responsabilité dans la gestion du maintien de l'ordre. <https://theintercept.com/2016/10/25/open-data-projects-are-fueling-the-fight-against-police-misconduct/> Le Centre pour le Progrès Américain, une ONG, a publié une étude sur les armes et la violence. Il démontre que les morts par armes aux États-Unis avec des lois moins restrictives sont trois fois aussi importants que dans les états avec une législation plus restrictive, incluant les vérifications d'antécédents ou les permis." Pour les données, les chercheurs ont utilisé "l'information relative aux partenaires des femmes victimes d'homicides obtenue grâce au rapport du FBI *Supplementary Homicide Report*, utilisant

les cas avec une victime et un agresseur. L'information sur les fusillades a été obtenue à partir de *USA TODAY*, qui a compilé en temps réel une base de données de ces incidents à partir de 2006 et qui a été utilisée par d'autres chercheurs. Les données sur les criminels tués par armes à feu ont été obtenues du FBI grâce aux rapports *Les officiers de renforcement de la loi tués et agressés*. Enfin, les données sur les fusillades mortelles par la police ont été obtenues par *The Guardian*, qui compile depuis 2015 une base de données en temps réel sur ces incidents." De plus, les chercheurs ont utilisé les données relatives aux exportations des armes liés à un crime à partir des "rapports annuels de traçabilité des données" du Bureau des Alcools, Tabac et Armes à feu et des données émanant des centres américains pour le contrôle des maladies pour "les morts par armes en général, les homicides par armes, les accidents mortels par armes, et les morts par armes parmi la population des moins de 21 ans." <https://www.americanprogress.org/issues/guns-crime/reports/2016/10/11/145830/america-under-fire/>

Au sujet du contexte, *ProPublica* a reporté à l'Institut Américain de Médecine la décision que les pilotes qui pilotaient les avions chargés de l'agent chimique Orange (utilisé pendant la guerre du Vietnam comme défoliant) étaient éligibles aux allocations d'handicap s'ils développaient certaines caractéristiques médicales liées à l'agent Orange. La lutte pour obtenir ces allocations a commencé lorsqu'un aviateur souffrant a utilisé le droit sur la liberté d'information et a obtenu les records de l'armée de l'air recommandant la destruction des avions utilisés pour le transport à cause de la contamination. https://www.propublica.org/article/alvin-young-agent-orange-va-military-benefits?utm_source=paridot&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter

VICE News a obtenu une étude de l'Institut de la Santé Publique de l'Armée et deux rapports internes sur la santé mentale des troupes qui ont travaillé à la prison de Guantanamo Bay, Cuba. Ils montrent que les troupes présentent "un taux élevé de troubles post-traumatiques liés au stress" qui ont été précédemment associés avec les déploiements aux combats. Sur les 1 422 membres de troupes étudiés, "565 ont développé des symptômes comportementaux liés à la santé et ont montré des signes de stress post-traumatique qui étaient directement liés à leurs déploiements à Guantanamo." <https://news.vice.com/story/guantanamo-guards-have-high-rates-of-post-traumatic-stress-exclusive-documents-show>

En résultat aux amendements de la loi sur la liberté d'information en 2016, la CIA a publié le volume final de l'Histoire officielle de la Baie des Cochons (une invasion de Cuba en 1961 qui cherchait à renverser le gouvernement). La CIA a également annoncé qu'elle "publiera une base de données des documents déclassifiés sur le web." La base de données était précédemment disponible uniquement dans la salle de lecture des Archives Nationales. Elle contient plus de 11 millions de pages d'archives historiques de l'Agence," a rapporté *Secrecy News*. <http://fas.org/blogs/secrecy/2016/10/crest-to-go-online/>; <https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/C01254908.pdf>

États-Unis/Washington.

Un juge a ordonné le paiement de sanctions par l'état parce que "ses experts témoins ont détruit des documents avant un procès civil concernant le glissement de terrain d'Oso" en 2014 durant lequel 43 personnes ont péri, a rapporté *HeraldNet*. "Les records détruits étaient stockés sur des supports électroniques utilisés par 8 personnes différentes," et le procureur général était au courant des destructions. Le juge a déclaré, "la cour a du mal à savoir ce qui est le pire, un juriste conseillant à ses experts de détruire les courriels, ou un juriste autorisant les experts non-juristes de prendre des décisions légales à propos de la gestion des communications internes." <http://www.heraldnet.com/news/attorney-generals-office-sanctioned-over-deleted-oso-emails/>

Conférences, Publications.

Les Archives régionales d'État à Göteborg, Suède, organisent un séminaire de travail, "Intérêt privé ou héritage national ? Les archives d'entreprises et la production de l'Histoire dans une perspective globale" le 25 et 26 novembre. Pour plus d'information, voir <http://es.handels.gu.se/avdelningar/avdelningen-for-ekonomisk-historia/workshop-in-economic-history--private-interests-or-national-heritage-->

Une bonne lecture: l'article du *New York Times* "Devrions-nous voir tout ce qu'un policier voit ?" au sujet des caméras installés sur les policiers et l'usage du droit à l'information pour voir les vidéos installées sur les policiers. http://www.nytimes.com/2016/10/23/magazine/police-body-cameras.html?_r=0

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à :

trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Les précédents numéros de la Lettre d'Information sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le Groupe de Travail sur les Archives des droits de l'homme. Traduction française : Rémi Dubuisson)